

Brochure n° 3135

Convention collective nationale

IDCC : 489. – **INDUSTRIES
DE CARTONNAGE**

AVENANT N° 133 DU 6 SEPTEMBRE 2006
PORTANT MODIFICATION D'ARTICLES DE LA CONVENTION
NOR : *ASET0651049M*
IDCC : 489

Entre :

La fédération française du cartonnage,

D'une part, et

La fédération française des syndicats de la communication écrite graphique et audiovisuelle CFTC ;

Le syndicat national du personnel d'encadrement de la filière bois papiers (FIBOPA) CFE-CGC ;

La fédération du papier carton et cellulose CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 5.2 « Volume et mise en œuvre du contingent annuel », 5.2.1 « Organisation du temps de travail sur l'année », 5.3.1 « Repos compensateur obligatoire » et le 5^e alinéa de l'article 19.3.1 « Forfait assis sur un horaire mensuel » de l'accord-cadre sur l'emploi, la réduction et l'aménagement du temps de travail du 26 avril 2001 (avenant n° 125) sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

5.2. Volume et mise en œuvre du contingent annuel

Le contingent d'heures supplémentaires par an et par salarié en cas de décompte de la durée légale du travail sur la semaine est fixé à 160 heures auquel pourra s'ajouter un second contingent annuel de 40 heures après consultation du comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, des délégués du personnel.

5.2.1. Organisation du temps de travail sur l'année.

En cas de décompte de la durée légale du travail sur l'année comme prévu dans la deuxième partie du présent accord, un contingent unique d'heures supplémentaires est fixé par an et par salarié à 90 heures auquel pourra s'ajouter un second contingent annuel de 40 heures après consultation du comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, des délégués du personnel.

Ce contingent sera de 130 heures si la modulation d'amplitude est peu élevée – comprise dans une limite basse de 31 heures et une limite haute de 39 heures ou si le nombre d'heures de modulation au-delà de la durée légale (35 heures) ne dépasse pas 70 heures par an.

5.3. Modalités de prise du repos compensateur

5.3.1. Repos compensateur obligatoire.

Chaque heure supplémentaire effectuée au-delà de 41 heures par semaine (en cas de décompte de la durée légale sur la semaine) dans la limite du contingent de 200 heures supplémentaires (voir 5.2) ouvre droit à un repos compensateur de 50 %.

Chaque heure supplémentaire effectuée dans l'année au-delà du contingent de 200 heures (voir 5.2) ou 130 heures (voir 5.2.1) ouvre droit à un repos compensateur de 100 %.

Le droit au repos est réputé ouvert dès que 7 heures de repos sont acquises.

Sauf accord d'entreprise ou d'établissement ou accord individuel, le repos est pris en dehors de la période du 1^{er} juillet au 31 août, par journée entière ou par demi-journée dans un délai maximal de 3 mois suivant l'ouverture des droits.

L'absence de demande de prise de repos par le salarié ne peut entraîner la perte de son droit à repos. Dans ce cas, l'employeur est tenu de lui demander de prendre effectivement son repos dans un délai maximal d'un an.

La période durant laquelle le salarié est en repos compensateur est assimilée à une période de travail effectif pour le calcul des droits du salarié.

19.3.1. (5^e alinéa).

Le nombre d'heures de travail effectif excédant la durée légale du travail doit être déterminée en tenant compte de la limite du nombre d'heures prévu par le contingent annuel conventionnel d'heures supplémentaires applicable dans l'entreprise.

II. – Demande d'extension, dépôt à la direction départementale du travail

La demande d'extension ainsi que le dépôt à la direction départementale du travail de Paris du présent avenant seront effectués à la diligence du syndicat patronal.

Fait à Paris, le 6 septembre 2006.

(Suivent les signatures.)